

# Le sens du nouveau partage des forces

Depuis 1944-45 et sauf pendant la période de 1952 à 1955, le Parti Socialiste a agi comme un parti de gouvernement du régime bourgeois en France. Il a été dans toute l'acception du terme le « gérant loyal » du capitalisme, selon la formule de Léon Blum.

Ce rôle tendait à estomper, et même parfois à faire quasiment disparaître le caractère de parti ouvrier de cette organisation dans l'esprit d'un certain nombre de travailleurs, en particulier des membres ou sympathisants du Parti Communiste Français.

On voyait surtout dans le Parti Socialiste la couche de hauts fonctionnaires du régime, de carriéristes qu'avait fait affluer dans ce parti sa fonction gouvernementale, ou que cette même fonction y avait fait naître.

Le rôle joué par le syndicat Force Ouvrière dans un certain nombre de régions et de luttes du mouvement ouvrier depuis 1948 accentuait le fossé entre travailleurs communistes et socialistes. Quant à ces derniers, les Fédérations où ils constituent la base la plus importante dans le Parti Socialiste, comme la Haute-Vienne ou le Nord et le Pas-de-Calais étaient précisément celles dont les représentants officiels étaient les meilleurs soutiens de la direction Guy Mollet, en particulier depuis la prise en main par cette dernière de la conduite de la guerre d'Algérie à partir de 1956.

La direction du Parti Communiste Français, assimilant en fait le Parti Socialiste aux autres partis démocratiques bourgeois, ne lui faisait de proposition d'unité d'action que dans le cadre de sa politique de recherche d'alliances avec certaines couches de la bourgeoisie.

Pour toutes ces raisons, la propagande que nous n'avons cessé de mener pour le front unique Communiste-Socialiste, base et ciment du front unique ouvrier en France, pouvait apparaître comme manquant de réalisme à certains militants ouvriers, en particulier pendant la période où, Guy Mollet étant à la tête du gouvernement, l'équipe Mollet-Lacoste jouait le rôle ignoble que l'on sait dans la poursuite et l'intensification de la guerre d'Algérie. A cela s'ajoutait le fait qu'au sein même du Parti Socialiste, aucune action vigoureuse ne se faisait jour contre cette politique de la direction et que la minorité elle-même apparaissait très faible et sans base ouvrière.

Or, au cours des trois semaines de crise qui ont porté de Gaulle au pouvoir on a vu s'accomplir au sein de ce parti des phénomènes qui ont à nouveau mis en lumière sa vraie nature de parti ouvrier réformiste installé dans la forme démocratique du régime bourgeois, participant à sa gestion et dépendant d'elle pour son existence même.

Il a fallu pour cela que se précise la menace de suppression de ce régime démocratique par l'arrivée au pouvoir de De Gaulle.

Au fur et à mesure où la menace se précisait pendant cette période de crise on a vu s'amorcer puis se préciser un nouveau partage des forces au sein de la S.F.I.O.

Cependant qu'avec l'équipe Mollet-Lacoste et le « Président » Auriol (dont le « gauchisme » qui s'était exprimé peu auparavant par une lettre d'encouragement aux minoritaires a été moins fort que son sens d'homme du régime bourgeois avant tout) une série de carriéristes s'appropriait à suivre la marche de la majorité du parlement vers l'appel au sauveur de Colombey, d'importantes couches du parti se dressaient contre cette tendance.

Ceci se manifestait par un net rapprochement avec les travailleurs communistes dans les mouvements contre de Gaulle et d'autre part par des prises de position de plus en plus nettes

de parlementaires socialistes jusque là sans aucun lien avec la minorité d'opposition.

Dans « Le Monde » du 24 mai, Tanguy Prigent publiait un article dans lequel il indiquait :

« Un fossé sépare sur plusieurs questions essentielles le bolchevisme et le socialisme démocratique... Mais nos électeurs dans leur très grande majorité se ressemblent comme des frères jumeaux. »

Le 27 mai la Fédération Socialiste du Nord apportait son soutien à la grève des mineurs C.G.T. Les contacts entre Fédérations socialistes et Unions Départementales C.G.T. s'amplifiaient au point que le Comité Directeur éprouvait le besoin de nier cette tendance dans un communiqué... après qu'un porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée ait déclaré : « Le groupe a émis le vœu que soit favorisé au maximum le succès de la grève lancée par la C.G.T... »

A la manifestation du 28, dont le succès fut assuré par le front unique de fait réalisé entre le Parti Communiste et Parti Socialiste, des parlementaires des deux partis se trouvaient côte à côte.

Les 50 parlementaires socialistes qui le 1<sup>er</sup> juin votèrent contre l'investiture de De Gaulle exprimaient à la fois la pression de leur base ou de leur clientèle électorale ouvrière et laïque contre la dictature militaire-policière et clérical que elles présentaient en de Gaulle, et la nécessité vitale pour le Parti Socialiste en tant que parti ouvrier réformiste de la continuation du régime démocratique.

L. Trotsky dénonçait dans « Où va la France » (1935) les conceptions énoncées dans le programme de l'Internationale Communiste de 1928, selon lesquelles la social-démocratie dans son ensemble n'était rien d'autre que le frère jumeau du fascisme. Il écrivait :

« Les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourrissant ne peut plus s'accommoder de la social-démocratie la plus modérée et la plus servile ni en tant que parti au pouvoir, ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas « à côté de la social-démocratie », mais sur ses os. C'est précisément de là que vinrent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la social-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la social-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne! »

Une conception qui ne voit dans le Parti Socialiste qu'un parti bourgeois est aussi néfaste aujourd'hui et démentie par ce qui vient de se passer et se poursuit au sein du Parti Socialiste. Quel que soit le degré d'inféodation de ce parti au régime démocratique bourgeois, quelle que soit la déchéance irréversible de certains de ses représentants, tels que Mollet ou Lacoste, dignes pendant des Déat d'avant-guerre, ce parti, par ses attaches ouvrières et son idéologie réformiste ne peut tolérer ni être toléré par une dictature militaire ou fasciste. Le fait que les néos d'aujourd'hui se soient emparés de sa direction, au lieu d'avoir été chassés du parti comme ce fut le cas de l'aile Déat par la direction Blum indique qu'un degré de plus dans le pourrissement parlementaire avait été franchi par le Parti Socialiste d'après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale; il n'implique pas que celui-ci soit devenu un parti bourgeois. Placés devant la brutale menace des faits, les anti-communistes les plus notoires de ce parti n'ont plus réagi en fonction de cet anti-communisme mais en fonction de la menace elle-

même et de la pression de leur base: tel Le Bail de la Fédération de la Haute-Vienne, tels les députés du Nord et du Pas-de-Calais, anciens supporters de Mollet.

Cette opposition socialiste au régime de De Gaulle est d'une toute autre nature que l'opposition des Mendès-France ou Mitterrand. Ceux-ci ne sont opposés au régime, dans la situation de transition actuelle, que parce que le programme de celui-ci, tant sur le plan de la guerre d'Algérie que sur le plan économique et financier ne leur semble pas susceptible d'apporter une solution réelle aux difficultés du capitalisme français. Mais que le régime marque un quelconque succès dans ce domaine ou qu'une poussée des masses vienne menacer le capitalisme à sa base même, et ils se rallieront comme l'ont fait tous leurs prédécesseurs démocrates bourgeois, en Allemagne ou en Espagne, car ils sont capitalistes et bourgeois avant que d'être démocrates, et en tant que tels, chacun des représentants de ces partis a sa place dans le régime de dictature. Ce qui n'est en aucune façon le cas pour les socialistes, exception faite de la couche des modernes néos de Mollet-Lacoste.

La crise qui vient ainsi de s'ouvrir dans le Parti Socialiste n'est pas une crise épisodique, mais le début d'une différenciation qui va aller s'approfondissant au fur et à mesure de l'accentuation de la marche vers la dictature militaire ouverte.

Cette création d'une nouvelle opposition dans la S.F.I.O., son renforcement, les mesures qu'elle prend dès maintenant pour aller de l'avant vers un changement de la direction du Parti, l'exclusion de Lacoste et la démission de Mollet peuvent ouvrir la perspective d'un changement de l'attitude du Parti Socialiste, qui serait d'une grande importance pour l'avenir du combat du mouvement ouvrier français contre la dictature.

Un tel changement serait grandement favorisé si le Parti Communiste Français adoptait à l'égard de ces événements intérieurs du Parti Socialiste une attitude tendant à renforcer par des propositions concrètes et continues de front unique de la base au sommet, la lutte de l'opposition socialiste.

S. MINGUET.

## LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

comportant :

COURS NOUVEAU, écrit par Léon Trotsky en 1923.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE, dirigée en 1927 par Trotsky et Zinoviev.

LES « DANGERS PROFESSIONNELS DU POUVOIR, écrit par Ch. Rakovskij en 1929, alors qu'il était déjà e...

Ce volume est mis en vente au prix de 400 francs. Commandes à Pierre Frank, CCP 12648-46 Paris.